

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de janvier 1999

Déficit budgétaire de 1,3 milliard en janvier 1999

Un déficit budgétaire de 1,3 milliard de dollars a été enregistré en janvier 1999, soit une hausse de 0,4 milliard par rapport au déficit de 0,9 milliard enregistré le même mois, un an plus tôt. Tel qu'il avait été indiqué dans *La revue financière* du mois dernier, un déficit était prévu en janvier 1999, compte tenu du flux des recettes.

En janvier 1999, les recettes budgétaires ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (0,7 %), d'une année sur l'autre, étant donné que les recettes supérieures de l'impôt sur le revenu des particuliers, attribuables à une forte croissance de l'emploi à la fin de 1998, ont plus que compensé les baisses des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés, des recettes de la taxe sur les produits et services (TPS) et des recettes non fiscales.

D'une année sur l'autre, les dépenses de programmes ont progressé de 0,4 milliard de dollars (4,9 %). Cette hausse est largement tributaire des initiatives annoncées dans le budget de février 1998 au titre de la Stratégie canadienne pour l'égalité des chances, des rajustements salariaux rétroactifs par suite de la signature de certaines conventions collectives et du calendrier des paiements aux sociétés d'État.

Les frais de la dette publique ont sensiblement augmenté, car une légère hausse du taux d'intérêt moyen en vigueur a compensé un recul de la dette portant intérêt.

Excédent budgétaire de 10,4 milliards depuis le début de l'exercice

Au cours des 10 premiers mois de l'exercice 1998-1999, soit d'avril 1998 à janvier 1999, l'excédent budgétaire a été estimé à 10,4 milliards de dollars, en hausse de 1,2 milliard par rapport à l'excédent de 9,2 milliards enregistré à la même période de l'exercice précédent, mais en baisse par rapport à l'excédent de 11,7 milliards enregistré à la fin de décembre 1998. La progression d'une année sur l'autre est attribuable surtout à des recettes plus importantes de l'impôt sur le revenu des particuliers en mai 1998 à cause principalement des rentrées relativement aux gains réalisés pendant l'année d'imposition 1997. Au cours des neuf autres mois de 1998-1999, il n'y a eu aucune amélioration nette du solde budgétaire.

Pour le reste de l'exercice en cours, les progrès économiques devraient faire baisser d'environ 2 milliards de dollars l'excédent accumulé à ce jour, principalement en raison d'autres reculs au titre des recettes de l'impôt sur le revenu des sociétés et d'une hausse des transferts de péréquation. Dans le budget de 1999 étaient annoncées des initiatives totalisant 4,2 milliards qui seront imputés à l'exercice 1998-1999. En outre, le plein coût des initiatives stratégiques annoncées avant le budget de 1999 doit encore être inscrit dans les résultats de l'année sur l'autre.

Compte tenu de tous ces facteurs, un budget équilibré, y compris la réserve pour éventualités de 3 milliards de dollars, est prévu pour 1998-1999. Dans la mesure où il ne sera pas nécessaire de puiser dans la réserve pour éventualités, les fonds serviront à rembourser la dette.



La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

	janvier		d'avril à janvier	
	1998	1999	1997-1998	1998-1999
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	11 750	11 834	124 642	128 012
Dépenses de programmes	-9 152	-9 599	-81 267	-82 997
Solde de fonctionnement	2 598	2 235	43 375	45 015
Frais de la dette publique	-3 521	-3 537	-34 126	-34 595
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-923	-1 302	9 249	10 420
Opérations non budgétaires	2 529	2 447	-882	-2 204
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	1 606	1 145	8 367	8 216
Opérations de change	-2 018	-3 841	5 972	-446
Solde financier net	-412	-2 696	14 339	7 770
Variation nette des emprunts	-1 658	-4 753	-14 513	-16 377
Variation nette de l'encaisse	-2 072	-7 449	-174	-8 607

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

D'avril 1998 à janvier 1999, les recettes budgétaires ont progressé de 3,4 milliards de dollars (2,7 %) et les dépenses de programmes, de 1,7 milliard (2,1 %) tandis que les frais de la dette publique ont augmenté de 0,5 milliard (1,4 %) par rapport à la même période en 1997-1998.

Au chapitre des recettes budgétaires :

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont progressé de 2,5 milliards de dollars (4,2 %). Cette hausse est attribuable à l'augmentation soutenue des sommes reçues au titre des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, étant donné que le nombre de personnes occupant un emploi est supérieur, et à des montants plus élevés payés à la déclaration, sous l'effet de la forte croissance des revenus pendant l'année d'imposition 1997. La progression générale des rentrées de l'impôt sur le revenu des particuliers a été amortie par certains facteurs, notamment une forte hausse (1,2 milliard de dollars) des remboursements et un virement net de 0,7 milliard aux rentrées des cotisations d'assurance-emploi. De plus,

les paiements aux termes de la Prestation fiscale canadienne pour enfants, déduits des recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers, sont en hausse de 0,3 milliard, témoignant des fonds additionnels annoncés dans les budgets de 1996 et de 1997.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont grimpé de 0,3 milliard de dollars (1,9 %). Bien que les rentrées aient été considérablement plus élevées au cours des huit premiers mois de l'exercice, des diminutions d'une année sur l'autre ont été signalées pour chacun des deux derniers mois. Des rentrées moindres sont prévues pour le reste de l'exercice, témoignant d'un recul dans les profits des sociétés en 1998. Les sociétés sont tenues de déclarer des acomptes provisionnels mensuels en fonction soit de leurs obligations fiscales réelles de l'exercice précédent soit de leurs obligations fiscales estimatives pour l'exercice en cours. Les sociétés ont 60 jours après la fin de leur exercice pour régler tous les montants dus. Ainsi, les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés se font dans une large mesure en février et en mars;

Tableau 2

Recettes budgétaires

	janvier		d'avril à janvier		variation (%)
	1998	1999	1997-1998	1998-1999	
(en millions de dollars)					
Impôts sur le revenu					
Impôt sur le revenu des particuliers	5 552	6 066	61 069	63 610	4,2
Impôt sur le revenu des sociétés	1 759	1 594	14 895	15 181	1,9
Autres	409	569	2 017	2 290	13,5
Total des recettes d'impôt sur le revenu	7 720	8 229	77 981	81 081	4,0
Cotisations d'assurance-emploi	1 433	1 457	15 298	15 450	1,0
Taxes et droits d'accise					
Taxe sur les produits et services	1 202	1 022	16 744	17 370	3,7
Droits de douane à l'importation	177	180	2 249	1 998	-11,2
Taxes de vente et d'accise	700	746	7 354	7 166	-2,6
Total des taxes et droits d'accise	2 079	1 948	26 347	26 534	0,7
Total des recettes fiscales	11 232	11 634	119 626	123 065	2,9
Recettes non fiscales	518	200	5 016	4 947	-1,4
Total des recettes budgétaires	11 750	11 834	124 642	128 012	2,7

en fait, il s'agit d'entre 25 et 40 % de l'ensemble des rentrées pour toute l'année. Les acomptes provisionnels pour 1997 étaient dans une large mesure fondés sur les obligations fiscales de 1996. Toutefois, les obligations fiscales de 1997 étaient considérablement plus élevées qu'en 1996 étant donné que les sommes perçues pendant la période de règlement (février et mars 1998) dépassaient de près de 30 % celles de la période de règlement de 1997. Par conséquent, les acomptes provisionnels pour 1997 minimisaient les obligations fiscales pour l'ensemble de l'année. Ainsi, les acomptes provisionnels jusqu'à la fin de novembre 1998 ont été augmentés en fonction des obligations fiscales de 1997, témoignant de la vigueur actuelle des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés. Les profits des sociétés étant moindres en 1998, les sommes perçues pendant la période de règlement (février-mars 1999) devraient être inférieures à celles enregistrées en février-mars 1998.

- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont progressé de 0,2 milliard de dollars (1,0 %). Cette hausse est attribuable au virement net des recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers et à une augmentation du nombre de personnes occupant un emploi. En décembre 1997, un virement a été effectué aux recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers en raison de paiements excédentaires pendant l'année d'imposition 1996, et en octobre 1998, un autre virement des recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers a été effectué en raison de paiements insuffisants pendant l'année d'imposition 1997. La baisse du taux des cotisations a atténué l'effet de ces facteurs. Le taux de cotisation de l'employé (par tranche de 100 \$ de gains assurables) est passé de 2,90 \$ en 1997 à 2,70 \$ en 1998 (avec une baisse correspondante du taux pour l'employeur). Pour 1999, le taux pour l'employé a été réduit à 2,55 \$.

La revue financière

- Les recettes nettes de TPS ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (3,7 %). Les recettes mensuelles jusqu'à présent ont été extrêmement volatiles en raison surtout du calendrier des remboursements. Les rentrées brutes ont progressé, sous le coup de la hausse de la demande de consommation. Cependant, les remboursements et les remises ont été en hausse, diminuant ainsi l'augmentation des recettes nettes.
- Les droits de douane à l'importation ont chuté de 0,3 milliard de dollars (11,2 %), étant donné que l'effet des réductions tarifaires a plus que compensé la hausse des importations. Les autres taxes et droits d'accises ont baissé de 0,2 milliard (2,6 %), en grande partie à cause de la réduction de la taxe du transport aérien, en vigueur le 1^{er} janvier 1998, et de son abolition le 1^{er} novembre 1998.
- Les recettes non fiscales, soit le rendement des investissements et les autres recettes non fiscales, par exemple, les droits et les produits d'opérations de vente, ont reculé de 0,1 milliard de dollars (1,4 %).

Au chapitre des dépenses de programmes :

- Les principaux transferts aux personnes ont augmenté de 0,5 milliard de dollars, sous l'effet exclusif des prestations supérieures aux aînés. Les prestations d'assurance-emploi ont sensiblement augmenté.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 0,2 milliard de dollars, étant donné que les transferts fiscaux ont été partiellement compensés par des recouvrements plus élevés aux termes des paiements de remplacement pour programmes permanents. Les droits en espèces au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) sont demeurés les mêmes étant donné qu'en vertu de la législation actuellement en vigueur, les droits en espèces par exercice financier ne peuvent tomber sous la barre des 12,5 milliards. Cependant, l'ensemble

des droits au titre du TCSPS comprend à la fois les droits en espèces et les transferts de points d'impôt. Les droits en espèces étant plafonnés et la valeur des transferts de points d'impôt étant en hausse, les droits totaux au titre du TCSPS augmentent.

- Les dépenses de programmes directes, soit les dépenses de programmes totales moins les principaux transferts aux personnes et aux autres administrations, ont progressé de 1,0 milliard de dollars (2,7 %). Cette composante regroupe les subventions et les autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État ainsi que les coûts de fonctionnement et d'immobilisations du gouvernement, y compris au titre de la défense. Les subventions et les autres transferts ont grimpé de 0,2 milliard, en raison des initiatives annoncées dans le budget de février 1998 dans le cadre de la Stratégie canadienne pour l'égalité des chances, compensées en partie par la cessation des subventions à NAVCANADA, en raison de l'abolition de la taxe du transport aérien. Les paiements aux sociétés d'État ont grimpé de 0,1 milliard. Les dépenses de fonctionnement et d'immobilisations, y compris au chapitre de la défense, ont augmenté quant à elles de 0,7 milliard (3,3 %).

Les frais de la dette publique sont en hausse de 0,5 milliard de dollars (1,4 %) étant donné qu'une baisse de l'encours total portant intérêt a été compensée par une hausse du taux d'intérêt moyen en vigueur sur cette dette.

Excédent financier de 8,2 milliards depuis le début de l'exercice (opérations de change exclues)

Le solde budgétaire est présenté suivant la comptabilité d'exercice modifiée, en vertu de laquelle le passif du gouvernement est consigné à mesure qu'il est subi, quel que soit le moment où est effectué le versement en espèces. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	janvier		d'avril à janvier		variation (%)
	1998	1999	1997-1998	1998-1999	
(en millions de dollars)					
Paiements de transfert					
Particuliers					
Prestations aux aînés	1 863	1 897	18 437	18 904	2,5
Prestations d'assurance-emploi	1 178	1 162	9 225	9 263	0,4
Total	3 041	3 059	27 662	28 167	1,8
Autres administrations					
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 042	10 416	10 417	0,0
Transferts fiscaux	810	862	7 759	8 045	3,7
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-180	-187	-1 784	-1 867	4,7
Total	1 672	1 717	16 391	16 595	1,2
Dépenses directes de programmes					
Subventions et autres programmes					
Agriculture	136	46	543	520	-4,2
Affaires étrangères	205	280	1 319	1 267	-3,9
Santé	52	87	660	808	22,4
Développement des ressources humaines	124	305	1 129	1 685	49,2
Affaires indiennes et du Nord	233	160	3 174	3 167	-0,2
Industrie et développement régional	88	113	1 181	1 168	-1,1
Anciens combattants	116	116	1 139	1 140	0,1
Autres	278	218	2 307	1 869	-19,0
Total	1 232	1 325	11 452	11 624	1,5
Paiements aux sociétés d'État					
Société Radio-Canada	74	65	746	824	10,5
Société canadienne d'hypothèques et de logement	100	180	1 403	1 490	6,2
Autres	73	108	903	841	-6,9
Total	247	353	3 052	3 155	3,4
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital					
Défense	955	932	7 811	7 484	-4,2
Ensemble des autres dépenses ministérielles	2 005	2 213	14 899	15 972	7,2
Total	2 960	3 145	22 710	23 456	3,3
Total des dépenses directes de programmes	4 439	4 823	37 214	38 235	2,7
Total des dépenses de programmes	9 152	9 599	81 267	82 997	2,1
Frais de la dette publique	3 521	3 537	34 126	34 595	1,4
Total des dépenses budgétaires	12 673	13 136	115 393	117 592	1,9
Poste pour mémoire :					
total des transferts	5 945	6 101	55 505	56 386	1,6

La revue financière

Tableau 4

Solde budgétaire et besoins ou excédent financiers

	janvier		d'avril à janvier	
	1998	1999	1997-1998	1998-1999
	(en millions de dollars)			
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-923	-1 302	9 249	10 420
Prêts placements et avances				
Sociétés d'État	239	150	879	1 245
Autres	121	71	72	-382
Total	360	221	951	863
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-184	744	-387	684
Comptes de pension de retraite	354	360	2 410	3 319
Autres	28	-5	-217	3
Total	198	1 099	1 806	4 006
Autres opérations	1 971	1 127	-3 639	-7 073
Total des opérations non budgétaires	2 529	2 447	-882	-2 204
Besoins ou excédent financiers (opérations de change exclues)	1 606	1 145	8 367	8 216
Opérations de change	-2 018	-3 841	5 972	-446
Solde financier net	-412	-2 696	14 339	7 770

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	janvier		d'avril à janvier	
	1998	1999	1997-1998	1998-1999
	(en millions de dollars)			
Solde financier net	-412	-2 696	14 339	7 770
Augmentation (+) ou diminution (-) nette des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables			16 888	5 972
Obligations d'épargne du Canada	-364	526	-2 569	-1 623
Bons du Trésor	-1 400	-3 300	-28 000	-28 500
Autres		-894	159	387
Total partiel	-1 764	-3 668	-13 522	-23 764
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	101	48	50	-432
Total	-1 663	-3 620	-13 472	-24 196
Payables en devises				
Obligations négociables		455	-126	9 681
Billets et prêts	0	0	0	0
Bons du Canada	5	-1 588	-562	-787
Billets du Canada			-353	-1 075
Total	5	-1 133	-1 041	7 819
Variation nette des emprunts	-1 658	-4 753	-14 513	-16 377
Variation de l'encaisse	-2 070	-7 449	-174	-8 607

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 1998	31 janvier 1999	variation
	(en millions de dollars)		
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions			
Créditeurs et charges à payer	22 364	11 834	-10 530
Intérêt et dette échue	10 419	9 610	-809
Provisions	10 917	10 917	0
Total des créditeurs, des charges à payer et des provisions	43 700	32 361	-11 339
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autre comptes			
Régimes de retraite du secteur public	117 457	120 775	3 318
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	4 205	4 890	685
Autres régimes de retraite et autres comptes	5 872	5 875	3
Total des régimes de retraite et autres comptes	127 534	131 540	4 006
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	294 583	300 055	5 472
Bons du Trésor	112 300	83 800	-28 500
Obligations d'épargne du Canada	29 769	28 215	-1 554
Autres	3 456	3 843	387
Total partiel	440 108	415 913	-24 195
Payable en devises	27 183	35 003	7 820
Total de la dette non échue	467 291	450 916	-16 375
Total de la dette portant intérêt	594 825	582 456	-12 369
Total du passif	638 525	614 817	-23 708
Actif			
Encaisse et débiteurs	15 813	2 942	-12 871
Comptes d'opérations de change	28 968	29 414	446
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	14 036	13 173	-863
Total de l'actif	58 817	45 529	-13 288
Déficit accumulé (dette publique nette)	579 708	569 288	-10 420

Pour leur part, les besoins ou l'excédent financiers représentent l'écart entre les décaissements et les encaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire, car ils comprennent des opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées ainsi qu'à l'évolution des autres éléments de passif et d'actif. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également reflété dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à un besoin net de 2,2 milliards de dollars d'avril 1998 à janvier 1999, en hausse de 1,3 milliard par rapport au besoin net de la période correspondante en 1997-1998. Cela a permis de dégager un excédent financier (opérations de change exclues) de 8,2 milliards d'avril 1998 à janvier 1999; cet excédent s'était établi à 8,4 milliards au cours de la même période en 1997-1998.

Solde financier net de 7,8 milliards et emprunts nets en baisse de 16,4 milliards depuis le début de l'exercice

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce Compte a pour objet de promouvoir l'ordre et la stabilité du dollar canadien sur le marché des changes. À cette fin, le Fonds achète des devises (vend des dollars canadiens) lorsque la monnaie canadienne subit des pressions à la hausse et vend des devises (achète des dollars canadiens) lorsque la monnaie canadienne subit des pressions à la baisse. L'achat de dollars canadiens constitue des ressources dégagées par les opérations du Compte du fonds des changes, tandis que la vente de dollars canadiens représente un besoin. L'évolution des éléments de passif en devise, qui change le niveau des réserves en devises du Canada, influe aussi sur les opérations de change.

Compte tenu de tous ces facteurs, le besoin net des opérations de change s'établissait à 0,4 milliard de dollars d'avril 1998 à janvier 1999, comparativement à des ressources nettes de 6,0 milliards pour la même période de l'exercice précédent. Avec un excédent budgétaire de 10,4 milliards de dollars, un besoin net de 2,2 milliards des opérations non budgétaires et un besoin net de 0,4 milliard des opérations de change, le solde financier net accusait un excédent de 7,8 milliards, pour la période allant d'avril 1998 à janvier 1999, comparativement à un excédent de 14,3 milliards l'année précédente.

Grâce à ce solde financier net et à une baisse de l'encaisse de 8,6 milliards de dollars, le gouvernement a pu rembourser 16,4 milliards de sa dette contractée sur les marchés, d'avril 1998 à janvier 1999. À la fin de janvier 1999, l'encaisse s'établissait à 1,8 milliard de dollars.

